

L'ARGENT ET SON HARMONISATION DANS LE MONDE ACTUEL



Prof. **Vladimir Chabanov**
PhD

L'argent est un bon serviteur et un mauvais maître

Sénèque

facile et définitive d'améliorer ces aspects est de changer les fonctions et la nature de l'argent.

En effet, la situation financière de la majorité des États du monde est loin d'être enviable. Comblés de dettes, les gouvernements ne parviennent pas à trouver des fonds pour résoudre les problèmes urgents de l'État et de la société. L'argent national possède un faible pouvoir d'achat, par conséquent, les produits nationaux sont souvent vendus à des prix inférieurs à leur vraie valeur, alors que les produits étrangers sont achetés pour des prix supérieurs. Les investissements sont insuffisants pour assurer un traitement raisonnable des ressources naturelles, intellectuelles, financières et en main-d'œuvre. En plus, de temps en temps, des crises financières traversent le monde entier et affectent tant les pays riches que les moins aisés, impactant les modes de vies des personnes ordinaires et des millionnaires. Ni la théorie économique existante, ni l'expérience déjà acquise sur le terrain n'ont pas servi pour

1. Défauts fondamentaux de l'argent existant

« ...tu prêteras à beaucoup de nations, et tu n'emprunteras point ; tu domineras sur beaucoup de nations, et elles ne domineront point sur toi »

Bible, Deutéronome 15:6

Compte tenu des objectifs fixés pour l'économie moderne, dominée par les aspirations lucratives des individus au déprimant de la prospérité sociale, l'argent ne peut être autre que celui qu'il est. En plus, l'argent existant remplit bien cette tâche. En effet, malgré l'état compliqué dans lequel se trouve l'économie de tous les pays du monde, les revenus des oligarques croissent, le nombre de millionnaires augmente, et la part de richesse des

personnes les plus aisées continuent de s'agrandir par rapport à celle des autres. Dans une situation contraire, où la prospérité de toutes les personnes et de l'État qu'elles habitent est l'occupation principale, l'argent existant sera défaillant et devra céder sa place à de nouvelles formes monétaires ayant les qualités requises. Après tout, l'argent est le meilleur indicateur de l'état d'une société et des relations sociales. Voilà pourquoi la façon la plus

éviter ces cataclysmes, ni fournir des méthodes efficaces pour les combattre. Pour mieux comprendre cette situation, il convient d'analyser quelques principes fondamentaux du système financier actuel.

Du point de vue sociétal, l'argent moderne a trois principaux défauts qui ne pourraient pas être éliminés dans le cadre du modèle économique existant.

I. Le premier défaut est **l'absence du contenu objectif de l'argent**. En effet, si avant la disparition de l'étalon-or l'argent possédait une valeur objective, il l'a perdu depuis. Le taux de change des monnaies est déterminé par les résultats des séances boursières, sous l'influence lucrative, informationnelle, volontariste ou militaire des États développés. Il n'existe pas d'autre instrument plus objectif pour comparer les monnaies. Par conséquent, des tendances destructives se développent, les échanges des marchandises ne sont plus basés sur l'équivalence, et les transactions commerciales deviennent imprévisibles. Tout cela rend le système monétaire existant instable, inconstant et très vulnérable. L'histoire de G. Soros qui a réussi à faire couler la livre sterling, la monnaie la plus stable du monde, en agissant presque tout seul, est encore fraîche dans les mémoires. En plus, ce n'est pas un cas

isolé. Ainsi, les quelques manipulations savantes d'un clerc au Singapour en 1998 ont suffi pour déstabiliser les systèmes financiers à travers le monde. De la même façon, l'annonce fautive par une agence de presse de la mort du Président de la Russie Boris Eltsin fin d'été 1997 a fait chuter le rouble dans l'espace de quelques heures.

II. Un autre défaut fondamental de l'argent moderne est **la diminution continue de sa valeur**, l'inflation globale quelle que soit sa vitesse. Sa raison primaire réside dans la disproportion entre les différents secteurs de l'économie, entre l'accumulation et la consommation, entre la demande et l'offre, entre les revenus et les dépenses de l'État, entre l'argent mis en circulation et les fonds requis pour le fonctionnement de l'économie. En outre, il faut prendre en compte les déficits budgétaires, la croissance des dettes, l'émission monétaire, les efforts de l'État pour maintenir le taux de change, etc., sans oublier les facteurs non monétaires, tels que les mécanismes de production coûteux et l'inefficacité de la politique étatique en matière fiscale, de prix et économique.

L'inflation affecte l'épargne longue qui est nécessaire pour financer les projets d'importance sociale mais sans profit immédiat. Elle crée une taxe

permanente d'inflation dont personne n'est exempté. Finalement, l'inflation rend toute activité économique imprévisible et entrave la planification et la gestion des processus économiques à long terme.

Imaginons-nous que les étalons physiques – kilogramme, mètre, seconde – changeaient de manière aléatoire comme le font les instruments économiques. Comment pourraient alors fonctionner les équipements modernes ? Or, les économistes sont contraints à faire de l'équilibrisme en manipulant l'économie à l'aide des outils instables et imprévisibles.

Le manque de prévisibilité des équivalents monétaires a un impact négatif sur l'économie globale qui devient déséquilibrée, capricieuse, dépendante de nombreux facteurs objectifs et subjectifs. À son tour, cela encourage des spéculations, crée des disproportions plus marquées, rend l'économie encore plus dépendante de la conjoncture, fragile, vulnérable et très peu efficace.

III. Enfin, le troisième défaut cardinal de l'argent existant est **sa capacité de générer des revenus sans participer dans la production réelle**. Ce phénomène, dû au déficit monétaire artificiellement provoqué, cause la stagnation de l'économie tout entière. Il est la raison

principale de l'exploitation, de toute pathologie des relations humaines et économiques, de la dégradation des valeurs fondamentales de l'humanité. L'argent est le sang de l'économie, et l'anémie est une maladie sérieuse. Or, ce déficit est un élément intrinsèque du système moderne parce qu'il est le produit des rapports de production et de la gestion financière du système. Sinon, l'argent serait un instrument ordinaire d'échange et ne pourrait pas être une source de profit, ce qui confirme l'idée selon laquelle les ressources financières ne doivent pas être risquées sans avoir pris des précautions contre les forces du marché (J.M. Keynes⁽¹⁾).

En effet, l'absence du déficit monétaire est favorable à l'économie réelle mais pas à la virtuelle. Voilà pourquoi **le manque d'argent est essentiel pour le capitalisme qui ne pourrait pas exister dans d'autres conditions**. Sans le déficit, le capitalisme se voit privé des motivations principales; l'intérêt disparaît. En conséquence, l'argent ne produit plus de revenus, c'est-à-dire, il ne génère plus d'argent, et perd ses fonctions régulatrices, cesse d'être le moteur de l'économie.

La situation décrite ci-dessus a donné jour au phénomène probablement le plus destructeur de l'humanité, à savoir, l'usure.

Elle a profondément impacté la vie des personnes, a été derrière des manifestations et leur répression, divers guerres et crimes, maux des individus et de l'humanité. Il n'y a pas de crime qui ne serait pas commis au nom de l'usure.

Il convient d'ajouter que dans les conditions actuelles l'argent peut se passer du lien avec la production des marchandises et générer des revenus uniquement à travers des spéculations boursières, c'est-à-dire, par transfert d'une poche à l'autre. Par conséquent, en parallèle du marché réel des produits marchands (argent – marchandise – argent), un nouveau marché purement financier (argent – argent) a vu le jour. Sur ce nouveau marché, le cycle de production ne constitue plus de limite à la vitesse de la circulation monétaire, et, comme résultat, la rente financière est souvent 5 ou même 10 fois supérieure au profit généré sur le marché réel. Voilà pourquoi l'économie virtuelle attire aujourd'hui des dizaines de fois plus d'argent que la réelle.

Tout cela pourrait bien n'être qu'une farce si le système monétaire et économique ainsi formé fonctionnait indépendamment. Or, l'économie virtuelle ne génère que de la valeur virtuelle, voilà pourquoi sa marche est acquise au

déprimant de l'économie réelle, subjuguée par les objectifs de la virtuelle. Cela passe par la privation de l'économie réelle de ses ressources financières propres, ce qui a déjà conduit à un endettement inédit de tous les maillons du système économique. Dans ces conditions, le secteur bancaire est encore moins disponible pour les besoins de la société; il se transforme en une simple machine d'usure. En fin de compte, des crises économiques mondiales sévissent, l'économie réelle perd en efficacité et éventuellement connaît un déclin.

Les revenus usuraires sont un terrible joug pour l'économie, car ils limitent sa productivité. Résultat, des changements profonds et dangereux de l'équilibre macroéconomique entre la production et la consommation, entre l'épargne et l'investissement, entre la production réelle et les flux monétaires, entre l'exportation et l'importation. En conséquence, ce ne sont plus la productivité, l'utilité ou le progrès technique qui riment avec le grand revenu, mais l'intérêt, la cote et les enchères des changes. Voilà pourquoi le capital financier destructeur s'affirme de plus en plus en politique, en idéologie et au sein des institutions. Les conséquences pour l'économie réelle sont catastrophiques. Créé par l'homme, l'argent s'est

soustrait de son contrôle, tel un monstre cybernétique qui cherche à dévorer son créateur.

Ce qui plus est, les défauts cités ci-dessus sont des éléments intégrants du système financier capitaliste, ils peuvent être atténués, mais jamais complètement éliminés. Les grands revenus tiennent à la nature de l'argent moderne.

2. Travail et argent

Comment devrait le système économique actuel changer pour se libérer des défauts évoqués précédemment ? Pour le faire, il faut prendre en compte les éléments suivants.

1. Comme l'argent a été créé pour effectuer des échanges des marchandises dans les conditions de la division sociale du travail, il doit être débarrassé de toutes autres fonctions qui lui ont été imposées. Il faut accepter le fait que toute incertitude, tout manque d'équilibre et autres facteurs associés ont un impact négatif sur la société et empêche son évolution raisonnable. Ces facteurs compliquent la théorie et la pratique économique, dévient les régulateurs et entravent le fonctionnement normal de l'économie entière, en la rendant dépendante de la conjoncture et peu efficace.

2. En même temps, l'économie n'a pas pour but de servir des clans, des classes sociales, que ceux

soient les prolétaires ou les entrepreneurs, mais la société dans sa globalité. Voilà pourquoi l'objectif de l'économie consiste à produire uniquement des objets de consommation, tous les autres produits du travail étant inclus dans le prix de ceux-ci comme des parties intégrantes. Cette approche reconnaît comme productif tout travail qui est socialement utile, et **le cout total des produits et services échangés entre les producteurs sera toujours égal à la valeur produite par le travail social cumulée**.

3. Comme ni le capital, ni la propriété, ni les ressources naturelles ne peuvent générer quoi que ce soit par eux-mêmes, sans le concours du travail, en l'absence du travail ces facteurs restent non exploités. En effet, tout est le produit du travail, ce n'est que le travail qui rend ces éléments productifs, précieux, attractifs, utiles.

4. À la différence d'autres mécanismes de couverture monétaire, ce n'est que celui fondé sur le travail qui est directement lié à la masse de marchandises que ce travail a créée et dont l'argent doit être au service. Alors, dans un système financier équilibré, la quantité de l'argent employé en économie, compte tenu de sa vitesse de circulation, doit être égale à la valeur cumulée de la masse de marchandises et des

services produits. Cela est évident, et toute tentative de dévier de ces principes, soit dans le cadre de la conjoncture soit pour l'intérêt privé de certains clans ou personnes, peut conduire à des pertes considérables pour la société.

5. Ainsi, la valeur nominale de l'argent est déterminée en fonction de son teneur en travail quelle que soit la forme de ce travail. Puisqu'en réalité, l'économie virtuelle n'existe pas, les valeurs réelles ne sont produites que par l'économie réelle. La virtuelle n'est qu'un parasite, un cancer dans le corps vivant de la vraie économie.

Compte tenu de ce qui précède, il serait logique d'admettre qu'une heure de travail moyen dans un État génère une valeur qui correspond, par exemple, à un rouble ou un franc. Dans ce cas-là, l'argent devient une mesure fixe de la valeur et aussi du travail. La quantité de l'argent nécessaire pour un bon échange marchand des produits du travail de tous les acteurs de l'économie, sans excès ni manque de ces produits, peut être fixée. Le prix moyen des produits ne sera pas différent de leur valeur moyenne déterminée par leur teneur en travail. Ce qui plus est, tous les défauts de l'argent moderne seront éliminés.

En effet, dans ces conditions, l'argent est pourvu d'une couverture en

travail fixe, par conséquent, aucune manipulation financière, spéculation ou inflation n'est envisageable. L'argent ne pourra pas être détaché des ressources en main-d'œuvre, il sera lié à la masse de marchandises et ne pourra pas servir à générer des revenus en contournant le travail humain. De même, le déficit monétaire est exclu, parce que l'argent disponible ne sera ni plus ni moins que la quantité requise par le marché.

En résumé, l'argent stable couvert par le travail constitue l'unique possibilité de faire des prévisions économiques à long terme, d'effectuer la gestion et la planification stratégiques grâce à la disponibilité de l'épargne longue nécessaire pour la réalisation des projets d'importance sociale mais sans profit immédiat.

3. Vitesse de circulation monétaire et sa dépendance de l'état de l'économie

En même temps, il faut comprendre pourquoi la quantité requise de l'argent ne peut pas être atteinte dans le système financier actuel. Pourquoi le déficit monétaire et tous les problèmes qui en découlent sont inévitables? En effet, l'argent n'est pas une valeur matérielle réelle, telle que le pétrole, le gaz ou le grain, mais une entité virtuelle, conditionnée artificiellement par sa capacité d'être échangée

contre des produits réels. L'argent peut être imprimé en des quantités illimitées. Pourquoi alors l'argent peut être insuffisant et où disparaît-il? Pour analyser ce phénomène, nous allons employer la principale équation statistique de la circulation monétaire, dite équation de Fisher :

$$M \times P_m = A \times V_m$$

où M correspond à la masse de marchandises sur le marché, P_m est son prix moyen, A est la masse monétaire et V_m est la vitesse moyenne de sa circulation. L'indicateur le plus intéressant de cette équation est la vitesse de la circulation monétaire. Alors qu'est-ce que ce paramètre et de quoi dépend-il?

Afin de comprendre cela, il convient de définir quatre secteurs économiques où la circulation monétaire a des vitesses a priori différentes. Les secteurs les plus nettement distingués sont présentés ci-dessous (Fig. 1, ^{[2] - [5]}). Les flèches

indiquent les flux financiers entre ces secteurs et à l'intérieur de ceux-ci.

1. Commerce, services, finances, médiation, crimes. Ce secteur non seulement distribue la masse de marchandises qui arrive sur le marché, mais assure également les flux financiers principaux. Il comprend l'économie souterraine et l'économie virtuelle, la circulation de l'argent de spéculation et de crime, le blanchiment des revenus illégaux. Une grande partie de ces fonctions ne sont pas directement liées à des obligations socialement utiles et ne demandent pas d'investissements considérables en termes de temps et de travail, voilà pourquoi la circulation monétaire dans ce secteur est rapide, avec 30-50 cycles annuels. En conséquence, ce secteur a l'impact le plus profond sur la vitesse moyenne de la circulation monétaire et génère un revenu considérable.

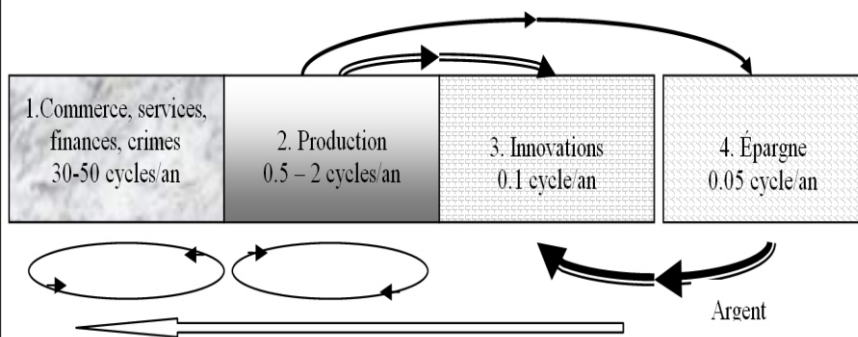


Fig. 1. Flux monétaires dans l'économie moderne

2. Production réelle, où la vitesse de circulation monétaire dépend de la longueur du cycle de production. À titre d'exemple, s'il faut deux ans pour bâtir un navire, la durée de circulation des investissements est égale à deux ans. Pour comparer, les pâtisseries se vendent tous les jours ! Si la récolte est rentrée une fois par ans, l'argent ne peut pas circuler plus vite dans le domaine agricole. Par conséquent, la vitesse de la circulation monétaire dans ce secteur n'est pas très élevée. En effet, plus complexe est le produit du point de vue technique, plus lente est la circulation monétaire et plus petite la rentabilité de l'investissement mobilisé dans cette production.

3. Secteur d'innovations, dont la contribution à l'économie consiste en des progrès scientifiques, des connaissances, du personnel qualifié, des technologies de pointe, des routes, des bâtis de protection, des mesures de protection environnementale, etc. Ce secteur est lié à la démographie, à la santé publique, à l'éducation physique, morale, intellectuelle et spirituelle de tous les habitants du pays. C'est le secteur d'innovations qui fournit tout le nécessaire pour une production efficace. Le cycle de production est donc long; un cycle de circulation monétaire prend 5

à 7 ans environ. Par conséquent, plus grande est l'importance de ce secteur, plus lente est la circulation de l'argent dans un État et moindre son rendement.

4. Secteur d'épargne. Ce secteur concentre les amortissements et les investissements des entreprises, les épargnes des particuliers, les épargnes de retraite, les versements des assurés. Comme la circulation de ces ressources est lente (un cycle tous les 10 ans environ), ce secteur est un réservoir naturel des financements pour des projets d'innovation de longue durée, pour des projets d'importance sociale sans profit immédiat. Toutefois, dans l'économie moderne il s'est converti en une source d'argent bon marché pour des projets à but lucratif.

Dans cette situation, l'argent en libre circulation est inévitablement attiré là où sa circulation est accélérée et le rendement, plus élevé, c'est-à-dire, aux institutions financières, au commerce, à la médiation, au monde criminel. Résultat, la production et l'innovation manquent de ressources financières, et toute tentative d'y injecter des masses monétaires supplémentaires est futile. Quels que soient les obstacles administratifs, l'argent contourne toutes les barrières pour rejoindre le premier secteur où il abonde déjà, ce qui provoque l'inflation.

La vitesse moyenne de circulation de l'argent dépend, en premier lieu, de l'état de l'économie. Or, plus dynamique est le développement d'un État, plus grande est la masse monétaire que l'économie de cet État peut gérer sans inflation. Pour apporter une preuve à cette hypothèse, analysons les vitesses moyennes de circulation de l'argent dans des différents pays du monde. Les données d'analyse sont présentées dans le Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1. Vitesses moyennes de circulation monétaire en 2007.

États	V_m
Japon	0.5
Chine	0.685
Canada	0.7
États-Unis	1.27
Inde	1.47
Afrique du Sud	1.59
Brésil	1.7
Russie	4.39

La faible vitesse de circulation de l'argent dans les pays développés est due au fait que dans une économie efficace la plus grande partie des ressources financières est engagée dans la production où la vitesse de circulation est basse, et non dans la distribution, qui présente la vitesse maximale. Or, plus vite l'argent circule, plus important est son rendement. Cela signifie que le déficit monétaire stimulé par l'État russe est destructif pour le pays et, sans doute, sert des buts lucratifs de certains particuliers. C'est-à-dire, **plus vite l'argent circule, plus grand est son déficit, plus important est le revenu qu'il génère pour des particuliers et pire est l'état de l'économie.** Par conséquent, le manque d'argent dans l'économie profite aux détenteurs du capital, tout aussi comme l'état dégradé de l'économie nationale.

Compte tenu de ce qui précède, l'un des principes fondateurs du monétarisme, selon lequel l'inflation est due à l'excès d'argent dans une économie donnée, et non pas à sa faible productivité, n'est pas défendable. Cela explique pourquoi la Russie présente un niveau plusieurs fois plus bas de monétisation par rapport aux États développés (voir Tableau 1).

Le problème décrit ci-dessus n'est pas nouveau, il est connu de tous les États du monde. Les pays développés

en trouvent la solution en l'utilisation économique des fonds de roulement propres par les entreprises, en des crédits bon marché, en le contrôle strict des institutions financières. La Russie d'après la réforme n'a connu rien de pareil, ce qui explique le crash des années 90. Il faut retenir de tout cela qu'une **des priorités de l'administration réside dans la mise de l'économie réelle dans un état où elle pourrait consommer une plus grande quantité d'argent circulant à une moindre vitesse, sans générer de l'inflation.**

4. Organisation d'un système financier robuste

En résumant les parties précédentes, on peut constater que l'utilisation du même argent dans les différents secteurs économiques conduit inévitablement au déséquilibre de sa répartition entre les secteurs en cause qu'aucun régulateur administratif ni de marché ne peut rétablir. L'argent mis en libre circulation finit toujours là où il génère le plus grand revenu. Voilà pourquoi il paraît raisonnable de séparer les flux monétaires desservant la production et la consommation. Or, pour le faire il faut deux formes différentes d'argent avec des fonctionnalités bien diverses. En effet, l'expérience du système financier soviétique a prouvé que si l'argent à nature unique est remplacé par deux types d'argent

différents, l'un pour le marché de production, l'autre, pour celui de consommation, cela élimine les défauts fondamentaux liés à la circulation monétaire. Ce n'est pas par hasard que lors de la réforme de crédit des années 1929-1930 en URSS, un modèle monétaire à double circuit fut adopté. Selon ce modèle, la monnaie liquide et la monnaie scripturale n'étaient pas mutuellement convertibles. La monnaie scripturale était réservée à la production, le bâtiment, l'industrie, l'agriculture, etc., alors que la monnaie liquide circulait uniquement dans la vente au détail.

Comme les circuits industriel (scriptural) et marchand (liquide) étaient isolés, l'État pouvait investir dans son développement autant de monnaie scripturale qu'il fallait dans la limite des ressources en main-d'œuvre disponibles. La monnaie scripturale était simplement injectée en économie dès que cela était nécessaire et en était extraite quand l'économie n'en avait plus besoin. Ce qui plus est, ni l'inflation, ni la croissance des prix n'étaient pas envisageables parce que la monnaie scripturale ne pouvait pas accéder au circuit marchand, tout comme la monnaie liquide était interdite du circuit industriel.

On peut discuter des avantages et inconvénients des différentes structures économiques, cependant, il

n'y a aucun doute que le système monétaire soviétique était meilleur que le système capitaliste moderne. Il fonctionnait sans faille, sans arrêts et ne connaissait ni les vols de masse, ni le détournement du capital. En outre, l'inflation était quasi inexistante. Le déficit monétaire n'avait pas lieu, et on disposait des fonds suffisants pour les projets les plus ambitieux. Par contre, le retour au système monétaire plus archaïque lors de la réforme a fait l'URSS perdre ces avantages.

Ci-dessous, nous analyserons la possibilité d'appliquer cette expérience soviétique à la réalité du marché moderne. Il est évident qu'aujourd'hui la gestion administrative ne suffirait pas pour établir un tel système, et que l'on a besoin des instruments cohérents et permettant une gestion automatique, qui fonctionneraient aussi dans les conditions des régulateurs de marché.

Il faut tout d'abord préciser que l'activité humaine s'inscrit dans deux grands cycles: l'un où on **gagne** de l'argent et l'autre où l'on en dépense. Ainsi, le premier cycle concerne la production des objets de consommation, alors que le second participe à leur distribution. Il est donc tout à fait logique d'employer, comme cela était fait en URSS, deux types d'argent divers dont un serait réservé au marché de production et l'autre, au marché de

consommation.

Dans ce cas-là toutes les dépenses de production des agents économiques, y compris les salaires des employés des secteurs de production, de distribution, artistique, de transport, de l'énergie, de stockage, de recherche scientifique, d'ingénierie, de banque, de publicité, de sécurité, ainsi que toutes les autres dépenses des sociétés seraient couvertes par **l'argent de production**. D'autre part, **le circuit monétaire de consommation** réunirait les dépenses de l'argent gagné par les employés de tous les secteurs cités ci-dessus, quelle que soit la spécialisation de l'entreprise qui les emploie. Les deux circuits monétaires sont isolés dans ce modèle. Le principal défi de cette approche consiste en l'organisation de l'interaction des deux flux monétaires. Il est évident que s'ils ne sont pas associés l'un à l'autre, si l'argent du premier type ne se transforme pas de façon naturelle en l'argent du second type, alors le système économique ne pourra pas fonctionner. Si la régulation administrative stricte était la solution retenue pendant la période soviétique, ce problème doit être résolu automatiquement dans les conditions de marché.

Compte tenu de ce qui précède, il faut considérer un autre aspect important du problème en question. Dans une économie bien

équilibrée, c'est-à-dire, quand le solde du commerce international égal zéro, les sommes payées par le secteur de consommation à celui de production correspondent toujours à la valeur totale des objets de consommation transférés par le secteur de production au secteur de consommation. En d'autres termes, le producteur dans un État donné gagne autant d'argent que le consommateur paie pour ses produits. Cela ne peut pas se passer autrement ! Par conséquent, **les masses monétaires qui desservent les marchés de production et de consommation sont égales**, compte tenu de leurs vitesses de circulation dans les deux secteurs en cause.

Alors, la valeur totale des marchandises présentes sur les marchés de production et de consommation est inévitablement égale au produit national réel. En effet, comme la vitesse de circulation monétaire est inversement proportionnelle au coefficient de monétisation de l'économie qui égale le produit national (P_n) divisé par la masse monétaire A , alors dans l'équation de Fisher (1) les deux parties sont égales au P_n . Il convient de préciser que **le produit national correspond à la valeur nouvelle produite dans un État pendant un temps déterminé**. Il n'a rien à voir avec le total des salaires, des

rentes, de l'intérêt des crédits de consommation, des revenus des corporations et des revenus nets des propriétaires, ce qui est la définition actuelle de ce terme.

Dans la situation décrite ci-dessus, le fonctionnement des deux circuits monétaires est autorégulé, l'argent est convertible d'un type à l'autre naturellement dans les conditions de marché. En plus, une partie de la monnaie scripturale revient au circuit de production, alors que l'autre partie est échangée par la Banque en monnaie liquide, comme le démontre Fig. 2.

De manière similaire, sur le marché de consommation, une partie de l'argent est dépensée pour l'achat des produits et des services des entreprises, et le reste revient au circuit d'origine. Non seulement cela assure la conversion automatique et équivalente de l'argent, mais aussi les vitesses différentes de sa circulation sont maintenues. Résultat, les deux types d'argent sont égaux, et la demande et l'offre pour ces deux types de monnaies sont

associées. Cela signifie que l'échange marchand de l'argent se fait automatiquement, sans intervention administrative directe ni escompte de quelque type que ce soit.

Ainsi, la Banque d'État sert de maillon entre les deux marchés financiers; cette Banque devient un des instruments essentiels de la gestion publique des entreprises dans les conditions de marché, quelle que soit leur forme juridique. L'utilisation de la monnaie scripturale supplémentaire ne produira pas d'inflation, parce que d'habitude l'argent réel n'est pas suffisant pour un fonctionnement régulier de l'économie. En même temps, **plus forte est la couverture de la production réelle par la monnaie liquide, plus efficace l'économie est en général**, et inversement. Ce dernier cas a été vécu à la suite de la réforme russe des années 90. En résumé, les aspects positifs de la gestion monétaire sont aujourd'hui largement inexploités.

Il faut souligner que le schéma de circulation monétaire présenté ci-dessus est comparable au

système sanguin du corps humain où le marché de production correspond au cycle de la petite circulation. Dans ce circuit, le sang est oxygéné tout comme dans le circuit de production la monnaie scripturale est remplacée par des marchandises créées avec cet argent. Aussi, la grande circulation correspond au marché de consommation (le sang donne son oxygène au corps, comme les marchandises se mettent à la disposition des personnes et sont converties en monnaie liquide). En conséquence, cette circulation financière est propre à la production très évoluée comme le système sanguin est propre à l'organisme le plus parfait. Cela signifie que ce système est naturel, efficace et hautement fiable.

Ainsi, le bon fonctionnement du système financier décrit dans cet article est assuré par plusieurs éléments. D'une part, sa stabilité est garantie par l'utilisation des indicateurs objectifs tels que la main-d'œuvre, le temps moyen de son travail, l'utilisation de l'équivalent de l'argent en travail et

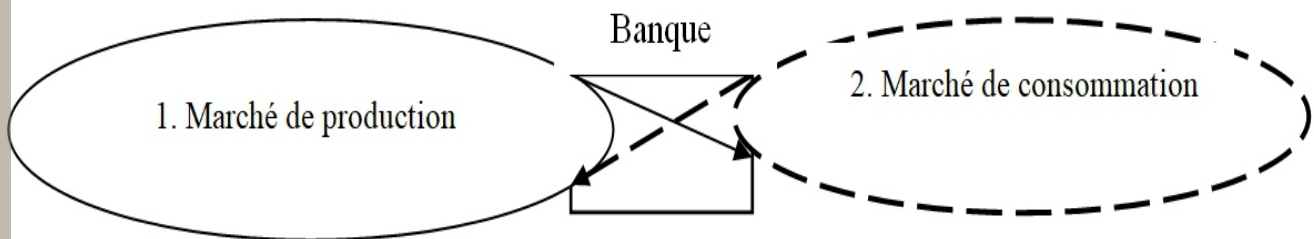


Fig. 2. Cycle monétaire dans les circuits de production et de consommation

l'invariabilité du chiffre du produit national. D'autre part, les nombreuses équations qui doivent être respectées permettent de détecter et corriger vite les facteurs déviants. Dans ce cas-là, le produit national égale la masse monétaire du marché de production ou du marché de consommation multipliée par la vitesse de circulation monétaire. Ce nombre correspond également à la main-d'œuvre totale multipliée par l'équivalent de l'argent en travail. À titre de comparaison, aujourd'hui des grands indicateurs économiques (PIB, PNB, PN) prennent en compte la valeur de produits, le prix payé pour leur consommation, ainsi que la rente. À cause de ce mélange, les mêmes flux monétaires sont pris en compte deux fois, au moins.

Il ne faut pas oublier une chose importante: il n'existe pas de grande différence entre la monnaie liquide et la monnaie scripturale. Tout simplement, l'une est utilisée dans la production, et l'autre, dans la consommation. Mais la solution proposée ne stipule à aucun moment que l'argent du circuit de production soit différent de celui de consommation. Donc, on peut conclure que **ces processus sont déjà présents dans l'économie actuelle**, et cela indépendamment de notre connaissance de ce système, de son application consciente ou dissimulation par erreur innocente ou

volontaire.

Toutefois, aucun État ne peut se développer sans entretenir des relations commerciales avec d'autres États. Le taux de change de la monnaie est d'importance capitale pour cela. Le principe du fondamentalisme marchand commande que tous les problèmes financiers soient résolus par la comparaison de la demande et de l'offre des monnaies. Voilà pourquoi le taux de change est aujourd'hui établi au cours des séances boursières où des centaines des «joueurs» défendent leurs intérêts privés. Il est donc logique que cette estimation soit pourvue de toute valeur objective. Par exemple, après l'adjonction de la Crimée, le taux de change du rouble est diminué de 2 fois. Est-ce que cela signifie que l'économie russe a dégradé autant tout d'un coup ? Si ce n'est pas le cas, quel est le sens réel des taux de change ainsi établis ?

Or, le taux de change a un impact considérable sur la vie nationale et les relations internationales des États, sur l'état de leurs économies, sur l'équivalence des échanges marchands et la nature de la division du travail. Il est donc évident que la méthode actuelle de détermination du taux de change est complètement absurde. Non seulement il rend l'appréciation non objective, mais aussi permet d'intervenir facilement de l'extérieur, ce qui rend l'argent très vulnérable. Par

conséquent, certains États souffrent des grandes pertes, alors que d'autres en tirent des profits injustes.

L'application de la forme d'argent décrit dans cet article permet de résoudre ce problème d'une façon simple et naturelle. En effet, il faut admettre que tout échange de marchandises et monnaies est, en fin compte, un troc, c'est-à-dire, un acte de remplacement des masses de marchandises par d'autres. Alors, pour que cet échange soit juste et équitable, **les valeurs totales des marchandises échangées entre deux ou plusieurs États doivent être égales.** Si ce n'est pas le cas, le commerce international devient inéquitable et toutes les réalités de marché sont perturbées. À titre d'exemple, si la France vend 1000 chemises, 500 vaches et 200 machines à la Russie pour le coût total de 200 millions de francs, et la Russie vend à la France 1000 tonnes de pétrole, 500 tonnes de grain et 5000 tonnes d'engrais dont le coût total à l'intérieur du pays est de 1 milliard de roubles, alors le taux de change s'établit à 5 roubles pour 1 franc.

Ainsi, **le taux de change réel des monnaies des États n'est conditionné que par le solde du commerce mutuel de ces deux États.** Si ce solde est positif, la monnaie est sous-estimée et le commerce est préjudiciable à cet État. Si le solde est négatif, sa monnaie

est surestimée et l'État tire un profit de ce commerce. Alors seulement si le solde est équilibré, c'est-à-dire, égal à zéro, les relations commerciales entre les États sont équitables et les taux de change des monnaies de ces États reflètent la réalité de marché.

Ce mécanisme de détermination des taux de change des divers États est fondé sur une appréciation objective qui ne dépend pas des facteurs extérieurs. Elle prend en compte les rapports réels des flux monétaires des partenaires commerciaux et écarte tous les facteurs virtuels qui ne sont pas véritablement associés à l'état réel des économies ni leur commerce international. En outre, cette méthode de calcul rend visible l'indicateur de la productivité publique du travail comparée pour les États différents. Enfin, elle est indépendante des monnaies des États tiers et s'adapte facilement aux évolutions, ce qui plus est, elle est déterminée sans intermédiaires, par l'interaction directe des partenaires commerciaux. En même temps, elle est applicable au commerce mutuel entre plusieurs États.

Il faut remarquer que la structure de circulation monétaire décrite ci-dessus n'a pas de limites quant à la taille du système, voilà pourquoi elle est fonctionnelle dans toute coopération spatiale ou de production assez grande. En plus, elle rend évident le fait

que l'épanouissement de l'entreprise quelconque est fondé sur des échanges extérieurs équitables et correspondants à l'état réel de la structure. Le système proposé et ses variations sont applicables tant à l'échelle étatique que dans les grandes villes, régions, entreprises et coopérations de taille significative. En effet, c'est ainsi qu'il doit être introduit dans l'économie.

La couverture en travail du rouble et la monnaie scripturale dans l'économie réelle, ainsi que l'équilibre du taux de change des monnaies nationales, permettent de résoudre de nombreux problèmes. Si l'on assimile l'idée de la teneur en travail objective de l'argent, on comprendra plus facilement la nature des autres phénomènes épouvantables tels que le chômage, la redistribution des richesses, l'économie virtuelle et le solde préjudiciable du commerce international. En effet, absurde est la situation où des personnes en bonne santé, pourvues de toutes les qualifications et de la volonté de travailler et de créer des valeurs réelles n'ont pas de possibilité de gagner leur vie ni pourvoir à l'entretien de leur famille pour la simple raison que leur travail (et donc leur existence même) ne profite pas à certains individus.

En plus, **l'absence des fonds de roulement ne sera plus la raison de l'arrêt des entreprises de**

production. En effet, ce n'est pas tellement de l'argent qu'elles ont besoin mais de tous ce qui est nécessaire pour la production, à savoir, les matières premières, les équipements, l'énergie, la main-d'œuvre. La façon selon laquelle ces éléments seront payés importe peu aux entreprises. Ce qui est conséquent, c'est la disponibilité de la monnaie scripturale pour payer la fourniture en pièces détachées et électricité, en chauffage et produits semi-ouvrés, pour verser les impôts, échanger la monnaie scripturale en monnaie liquide pour payer les salaires, etc. En conséquence, la circulation de la monnaie et de la marchandise fonctionnera bien non seulement dans le secteur de la distribution, mais également dans la sphère de production. La monnaie liquide et scripturale pourra circuler sans risque de pertes, délais ou détournement.

L'argent **ne pourra pas être séparé** de la main-d'œuvre, **volé, échangé contre la monnaie étrangère** sauf nécessité de production, donné en pot-de-vin ou dissimulé des obligations fiscales. Voilà pourquoi cet argent, parmi d'autres facteurs, sera un moyen efficace pour assainir l'économie et améliorer le climat entrepreneurial de l'État. Les entreprises seront sorties de l'ombre. Et, comme la monnaie scripturale est étroitement liée à la monnaie

liquide, toute l'économie et les rapports de production en particulier seront normalisés.

L'argent perdra sa **légèreté excessive** et sera lié au travail réel. Cela signifie que l'argent ne sera plus cette substance volatile et autonome. Il sera un moyen fixe d'échange des produits du travail bien divisé. Or, l'argent stable contribue à la stabilité générale. **L'épargne longue**, nécessaire pour la réalisation à l'importance sociale mais sans but lucratif, sera disponible. Par conséquent, l'assiette fiscale sera augmentée, les services fiscaux seront plus efficaces et le travail de la police fiscale sera facilité.

L'investissement étranger ne sera nécessaire qu'en forme d'équipements, technologies et pièces détachées, qui seront introduits dans la production avec l'argent propre de l'État. Désormais, la recherche des investisseurs cèdera place à la recherche de la main-d'œuvre aux entreprises. La situation actuelle est toute contraire: c'est argent qui détermine la disponibilité de la main-d'œuvre.

Le déficit monétaire n'aura plus lieu ni dans le secteur de production, ni dans celui de consommation. Les deux secteurs évolueront selon leurs possibilités objectives, la concurrence sera équitable, le commerce avec les **partenaires étrangers**, équilibré. Les « acteurs extérieurs » n'auront plus aucune influence sur l'économie de l'État. Par

conséquent, le développement économique sera plus stable, l'économie sera protégée des manipulations financières et autres, ainsi que des sanctions. **Le chômage, l'inflation, la déflation et la tension sociale** disparaîtront. Le niveau de vie de la société améliorera progressivement. **Le déficit budgétaire** sera exclu et des fonds suffisants seront disponibles pour les innovations les plus ambitieuses.

La monnaie scripturale peut avoir la forme électronique et circuler dans toute forme qui ne soit interdite par la loi, y compris sous forme des règlements entre les entreprises et sociétés, des billets d'ordre, des certificats et autres instruments financiers. Le rôle fiscal de ce type de monnaie n'est pas un but en soi, en conséquence, le bénéfice de l'État ou autre personne tiré du transfert de cet argent aux entreprises en guise de monnaie scripturale ne consistera pas en augmentation des revenus mais en amélioration de la productivité de tous les maillons économiques. Voilà pourquoi cet argent peut être accordé aux entreprises sous forme de crédits sans intérêt ou même crédits irrévocables.

Non seulement cela permettra d'établir des bonnes relations de marché dans le circuit de production, d'améliorer le fonctionnement des

entreprises selon leurs capacités de concurrence, d'assurer la possibilité de travailler et de bien vivre aux personnes, mais aussi de tirer des profits énormes. À leur tour, ces revenus diminueront la charge fiscale et augmenteront la recette budgétaire. L'argent sera mis au travail au lieu d'être gardé comme un trésor ou de servir à l'exploitation et utilisation irresponsable. Aussi, tout cela sera atteint non pas à la suite des actions ciblées, mais de manière automatique. Cette théorie a été décrite plusieurs fois par l'auteur (cf., par exemple, ^{[2]-[6]}).

Les estimations démontrent que grâce à la seule introduction de ce type d'argent et à l'amélioration de l'économie réelle qui s'ensuit, **le budget de l'État augmenterait de 1.5-2 fois au moins en trois ans**. Le seul « prix » à payer pour l'État sera la disponibilité des fonds roulants pour ses entreprises, la restauration de l'économie nationale, l'élimination du chômage et l'amélioration du niveau de vie de toute personne résidant dans cet État. Tout cela sera acquis par l'amélioration de la productivité du travail. Il n'en résultera pas de cataclysmes sociaux, de redistributions de la propriété ni de persécution nécessaire de toute personne ayant enfreint la loi. Il suffit pour cela de changer les règles du fonctionnement du système financier en créant des conditions propices pour un travail efficace.